

République Islamique de Mauritanie

Honneur – Fraternité – Justice

الوزارة العامة للحكومة
Ministère Secrétariat Général du Gouvernement

مجلس الوزراء
Premier Ministère

Visa : D.G.L.T.E.J.O

2025-178

Décret n° Fixant l'Organisation et le Fonctionnement de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou



Le Premier Ministre ;

Sur rapport conjoint du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République, du Ministre des Affaires Économiques et du Développement, du Ministre des Finances, du Ministre des Mines et de l'Industrie, du Ministre de la Pêche, des Infrastructures Maritimes et Portuaires

- Vu la Constitution du 20 juillet 1991, révisée en 2006, 2012 et 2017 ;
- Vu la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024, abrogeant et remplaçant la loi n° 2013-001 du 2 janvier 2013 portant création de la Zone Franche de Nouadhibou ;
- Vu le décret n° 089-2025 du 17 avril 2025, relatif à l'Organisation de la Présidence de la République ;
- Vu le décret n° 2013-019 du 18 février 2013, portant attributions, organisation et modalités de fonctionnement de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou ;
- Vu le décret n° 157-2007 du 06 septembre 2007, relatif au Conseil des Ministres et aux attributions du Premier Ministre et des Ministres ;
- Vu le décret n° 138-2024 du 2 août 2024, portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu le décret n° 139-2024 du 5 août 2024, portant nomination du Ministre Secrétaire Général de la Présidence de la République ;
- Vu le décret n° 143-2024 du 6 août 2024, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 222-2025 du 19 septembre 2025, portant nomination de certains membres du Gouvernement ;
- Vu le décret n° 160-2024 du 22 août 2024, relatif à l'intérim des Ministres ;
- Vu le décret n° 073-2025 du 01 avril 2025, portant nomination du Président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou ;

- Vu le décret n° 235-2024 du 12 décembre 2024, fixant les attributions du Ministre de l'Économie et des Finances et l'organisation de l'Administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 180-2024 du 30 septembre 2024, fixant les attributions du Ministre des Mines et de l'Industrie et l'organisation de l'administration centrale de son Département ;
- Vu le décret n° 192-2024 du 7 octobre 2024, fixant les attributions du Ministre de la Pêche, des Infrastructures Maritimes et Portuaires et l'organisation de l'Administration Centrale de son Département ;

Le Conseil des Ministres, entendu le 19 novembre 2025

Décrète

TITRE I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article premier : Le présent décret fixe l'organisation et le fonctionnement de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou, dénommée ci-après AUTORITE, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024 abrogeant et remplaçant la loi n° 2013-001 du 02 janvier 2013, portant création de la Zone Franche de Nouadhibou.

Article 2 : L'AUTORITE est une personne morale de droit public, dotée de l'autonomie administrative et financière. Elle est placée sous la tutelle de la Présidence de la République.

L'AUTORITE exerce ses missions dans les conditions définies par la loi précitée et le présent décret.

Article 3 : Le siège de l'AUTORITE est fixé à Nouadhibou.

TITRE II : MISSIONS DE L'AUTORITÉ

Article 4 : L'AUTORITE est chargée de l'administration, de la gestion, de la promotion, du développement et du contrôle de la Zone Franche de Nouadhibou.

À ce titre, elle :

- Instruit et accorde les agréments provisoires et définitifs aux entreprises souhaitant s'installer en zone franche ;
- Conclut les protocoles prévus à l'article 3 de la loi n° 2024-030 avec la Direction Générale des Impôts (DGI) et la Direction Générale des Douanes (DGD) ;

- Veille au respect par les entreprises agréées des obligations prévues par la loi créant la Zone Franche Nouadhibou, notamment en matière fiscale, environnementale, comptable et sociale ;
- Promeut la zone franche auprès des investisseurs nationaux et étrangers ;
- Assure la coordination avec les ministères, institutions publiques et collectivités territoriales concernées, notamment pour assurer la cohérence des politiques publiques et le cas échéant, la conclusion de protocoles à cette fin ;
- Conclut les protocoles d'accord avec les Ministères concernés par les formalités et démarches du ressort du guichet unique afin d'organiser la mise à disposition de personnel et de définir les pouvoirs du guichet unique ;

Article 5 : L'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou est également chargée de :

- Mettre en place et gérer un Guichet Unique servant d'interlocuteur aux entreprises agréées pour l'accomplissement des formalités nécessaires à leurs activités ;
- Aménager des zones de support destinées à héberger des services logistiques, administratifs, sociaux et techniques nécessaires au bon fonctionnement des entreprises ;
- Autoriser, dans ces zones de support, des activités touristiques et de loisirs, strictement encadrées par les lois et règlements en vigueur ;
- Définir et mettre en œuvre des programmes de formation, perfectionnement et stages au profit des travailleurs de la Zone Franche.

Article 6 : L'AUTORITE exerce un pouvoir de contrôle et d'inspection dans le périmètre de la zone franche.

À ce titre, elle peut :

- Procéder à des visites sur site, contrôles techniques, enquêtes et audits environnementaux ou fiscaux ;
- Recueillir les données nécessaires à l'exercice de ses missions ;
- Exiger des entreprises un rapport annuel d'activités, dans les conditions fixées par délibération du Comité d'Administration.

Le secret professionnel ne peut être opposé à l'AUTORITE dans l'exercice de ces missions.

Article 7 : L'AUTORITE est responsable de la mise en œuvre de l'ensemble des procédures relatives à :

- L'instruction des dossiers de demande d'agrément ;
- La vérification de l'origine des fonds et de la moralité des bénéficiaires effectifs avec le concours de l'Unité Mauritanienne d'Enquêtes Financières (UMEF) ;
- La délivrance de l'agrément provisoire et de l'attestation d'entreprise exportatrice ;
- L'octroi des extensions d'agrément ;
- Le retrait d'agrément en cas de manquement ou de fraude.

Une commission technique d'agrément est créée à cet effet. Sa composition et son fonctionnement sont fixés par délibération du Comité d'Administration.

Article 8 : L'AUTORITE assure le suivi du respect par les entreprises agréées des obligations prévues aux articles 9 à 14 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024, notamment :

- La constitution sous forme de société de droit mauritanien ;
- La tenue d'une comptabilité propre aux activités agréées ;
- Le démarrage effectif des installations dans les six (6) mois suivant l'agrément ;
- Le versement de la redevance annuelle prévue à l'article 12 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024 ;
- Le respect des normes environnementales, fiscales et sociales.

TITRE III : ORGANISATION DE L'AUTORITÉ

Article 9 : Le Conseil Supérieur d'Orientation Stratégique de l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou définit les orientations stratégiques de la zone franche de Nouadhibou et supervise leur mise en œuvre par l'Autorité.

Article 10 : Le Conseil Supérieur d'Orientation Stratégique est présidé par le Président de la République et composé de six (6) membres comme suit :

- Le Ministre chargé des Affaires Économiques ;
- Le Ministre chargé des Finances ;
- Le Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire ;
- Un chargé de mission ou Conseiller à la Présidence de la République, nommé par décret ;
- Le directeur général de la caisse des dépôts et de développement ; et
- Le président de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou.

Article 11 : L'AUTORITE est administrée par deux organes :

- Le Comité d'administration ;
- Le Président de l'Autorité.

1- Le Comité d'administration

Article 12 : Le Comité d'administration est l'organe de délibération de l'AUTORITE. Il délibère notamment sur :

- Le programme d'activités de l'Autorité ;
- L'organisation interne, le budget, les rapports d'activités et les états financiers ;
- La politique de développement pluriannuel ;
- Toute question stratégique relevant du fonctionnement ou de l'aménagement de la zone franche ;
- Le statut et le régime de rémunération et de gestion du personnel de l'Autorité, conformément à la législation en vigueur ;
- La fixation des prix des biens et des services rendus par l'AUTORITE ;
- Les emprunts et les placements des fonds ;
- Les modalités d'affectation des biens ;
- L'aliénation des biens meubles ou immeubles, corporels ou incorporels, conformément à la législation en vigueur ;
- Le contrôle des marchés de l'Autorité ;

- La présentation, pour approbation, au conseil supérieur d'orientation stratégique, de propositions relatives aux questions relevant de sa compétence.

Article 13 : Le Comité d'administration est présidé par le Président de l'AUTORITE. Il est composé, outre son président, de membres représentant chacun, es-qualité, des administrations publiques, des collectivités territoriales ou des organisations du secteur privé, comme suit :

- Un conseiller du Premier Ministre ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé de l'Intérieur ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé des Affaires Economiques ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé des Finances ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé des mines et de l'Industrie ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé des Pêches ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé des Domaines et du Patrimoine de l'Etat ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé du Commerce et du tourisme ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé de l'Aménagement du Territoire ;
- Le Secrétaire Général du Ministre chargé de l'Environnement ;
- Le Secrétaire Général de la Caisse des Dépôts et de Développement ;
- Un représentant de la commune de Nouadhibou ;
- Un représentant de l'Union Nationale du Patronat de Mauritanie.

Article 14 : Les fonctions de membre du comité d'administration sont gratuites. Toutefois les membres du comité d'administration perçoivent des jetons de présence dont la valeur est fixée par décision du comité d'administration.

Article 15 : Le Comité se réunit en session ordinaire au moins une fois par trimestre, sur convocation de son Président. Il peut se réunir en session extraordinaire à la demande du Président ou des deux tiers de ses membres.

Les convocations sont adressées aux membres du comité d'administration au moins cinq jours avant la date prévue de la réunion.

Le secrétariat du comité d'administration est assuré par un secrétaire désigné par le Président du Comité d'Administration.

Le quorum est atteint si la majorité des membres est présente. A défaut de cette majorité, le président constate l'absence de quorum et convoque une autre réunion qui se tient au plus tard dans les quinze jours qui suivent. Dans ce cas, le comité d'administration délibère valablement s'il réunit le tiers de ses membres.

Article 16 : Les délibérations du comité d'administration sont prises à la majorité des membres présents. En cas d'égalité, la voix du Président est prépondérante.

Les délibérations du comité d'administration sont constatées par un procès-verbal, signé par le président, deux membres du comité d'administration et le secrétaire du comité, et consigné dans un registre spécial tenu au siège. Le procès-verbal de chaque réunion mentionne les noms des membres présents ainsi que ceux de toutes personnes invitées à titre consultatif. Un exemplaire du procès-verbal est adressé à chacun des membres du comité d'administration. Le procès-verbal est lu et approuvé par le comité d'administration lors de la réunion suivante.

Les délibérations du comité d'administration sont exécutoires immédiatement à l'exception de celles relatives aux questions qui doivent être approuvées par le conseil supérieur d'orientation stratégique.

La décision d'approbation doit être rendue dans les quinze jours à compter de la date de dépôt des délibérations du comité d'administration à l'autorité compétente. En l'absence de décision prise et notifiée au président du comité d'administration dans ce délai, la délibération du comité d'administration est réputée approuvée.

2- Le Président de l'Autorité

Article 17 : Le Président de l'AUTORITE est nommé par décret du Président de la République pour un mandat de 5 ans renouvelable. Il est choisi en raison de ses compétences professionnelles et de son intégrité morale. Il a rang de Ministre.

Le président de l'Autorité est responsable devant le conseil supérieur d'orientation stratégique.

Article 18 : Le Président assure la direction générale, la coordination technique, administrative et financière de l'Autorité. Il représente l'Autorité dans tous les actes de la vie civile.

En cas d'urgence justifiée et d'impossibilité de réunir le comité d'administration, le président du comité d'administration est autorisé à prendre toutes mesures indispensables au bon fonctionnement de l'AUTORITE et qui ressort des attributions du comité d'administration, à charge pour lui d'en rendre compte au comité d'administration lors de la réunion suivante.

Article 19 : Le Président prépare et soumet au Comité d'administration les plans, projets et rapports. Il veille à l'exécution des décisions du Comité. Il peut prendre toute mesure conservatoire nécessaire au bon fonctionnement de l'AUTORITE sous réserve d'en rendre compte au Comité lors de sa plus prochaine réunion.

Article 20 : Aux fins d'exécution de sa mission, le Président de l'AUTORITE exerce l'autorité hiérarchique et le pouvoir disciplinaire sur l'ensemble du personnel ; il nomme et révoque le personnel, conformément à l'organigramme et dans les formes et conditions prévues par le Statut du personnel. Il peut déléguer au personnel placé sous son autorité le pouvoir de signer tous ou certains actes d'ordre administratif.

Article 21 : Le Président est assisté dans l'exercice de ses fonctions par un Secrétaire Général. Le Secrétaire Général est nommé par décret pris en Conseil des Ministres. Placé sous l'autorité du Président de l'Autorité de la zone franche de Nouadhibou, il est chargé de la coordination de ses services.

TITRE IV : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 22 : L'AUTORITE peut mettre en place des commissions spécialisées, notamment une commission de passation des marchés et une commission de contrôle. La

composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de ces commissions sont définies par voie réglementaire.

Article 23 : Les ressources financières de l'AUTORITE sont celles prévues à l'article 5 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024, notamment :

- La redevance annuelle versée par les entreprises agréées, fixée par la loi créant la Zone Franche de Nouadhibou ;
- Les produits des transactions immobilières et des services rendus ;
- Les subventions de l'État, dons et legs ;
- Toute autre ressource légale.

Article 24 : Le Président de l'AUTORITE est l'ordonnateur principal du budget de l'Autorité et veille à sa bonne exécution. Il engage et liquide les dépenses dans le cadre du budget approuvé par le Comité d'administration. Il gère le patrimoine de l'organisme

Le Président de l'AUTORITE peut déléguer cette compétence dans les conditions définies par une décision interne.

Article 25 : Les comptes de l'AUTORITE sont tenus selon les principes de la comptabilité applicable aux sociétés commerciales. Ils sont soumis au contrôle de la Cour des comptes, conformément aux dispositions légales en vigueur. Les règles d'exécution budgétaire sont définies par le Comité d'administration.

Article 26 : Le président de l'Autorité établit, avant le 31 mai de chaque année, un rapport annuel sur les activités de l'Autorité au cours de l'année écoulée. Ce rapport est transmis au comité d'administration et au conseil supérieur d'orientation stratégique.

Article 27 : L'AUTORITE est soumise à la tutelle de la Présidence de la République, qui exerce un contrôle de conformité sur ses activités. La Présidence peut à tout moment demander à l'Autorité toute information utile à l'accomplissement de sa mission de tutelle.

TITRE V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 28 : Toutes les entreprises relevant du régime de la loi n° 2013-001 du 2 janvier 2013 doivent se conformer aux nouvelles dispositions dans les délais prévus par l'article 34 de la loi n° 2024-030 du 8 juillet 2024. L'AUTORITE assure le suivi de cette transition.

Article 29 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires au présent décret, notamment celles du décret n° 2013-019 du 18 février 2013 portant attributions, organisation et modalités de fonctionnement de l'Autorité de la Zone Franche de Nouadhibou.

Article 30 : Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au journal officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Fait à Nouakchott, le 12 DEC 2025

El Moutar OULD DJAY



**Le Ministre Secrétaire Général de la
Présidence de la République
Moulaye Ould Mohamed Laghdaf**



**Le Ministre des Affaires Économiques et
du Développement
Abdellahi Souleymane Cheikh Sidiya**



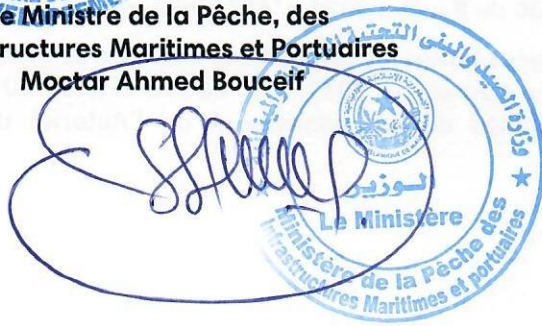
**La Ministre de l'environnement et du
Développement Durable
Ministre des Finances par intérim
Messouda Baham Mohamed Laghdaf**



**Le Ministre des Mines et de l'Industrie
Thiam Tidjani**



**Le Ministre de la Pêche, des
Infrastructures Maritimes et Portuaires
Moutar Ahmed Bouceif**



Ampliations :

- M.S.G.P.A. 2
- M.S.O.G. 2
- M.A.E.D. 2
- R.F. 2
- R.M.I. 2
- M.P.A.M.P. 2
- A.Z.F.N.D. 2
- D.G.L. 2
- L.O.E. 2
- A.N. 2
- J.O. 2

الجمهورية الإسلامية الموريتانية

شرف - إخاء - عدل

الوزارة الأولى

الوزارة الأولى العامة للحكومة
Ministère Général du Gouvernement

م.ع.ت.ن.ج.ر.

178-2025

يحدد تنظيم وسير عمل سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو

إن الوزير الأول؛

بناءً على تقرير مشترك من الوزير الأمين العام لرئاسة الجمهورية ووزير الشؤون الاقتصادية والتنمية، ووزير المالية ووزير المعادن والصناعة، ووزير الصيد والبنى التحتية البحرية والمينائية وبعد اطلاع على؛

- دستور 20 يوليو 1991، المراجع في السنوات 2006 و 2012 و 2017؛
 - القانون رقم 030-2024 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024 الذي يلغي ويحل محل القانون رقم 001-2013 الصادر بتاريخ 2 يناير 2013، القاضي بإنشاء منطقة حرة في نواذيبو؛
 - المرسوم رقم 089-2025 الصادر بتاريخ 17 إبريل 2025، المتعلق بتنظيم رئاسة الجمهورية؛
 - المرسوم رقم 019-2013 الصادر بتاريخ 18 فبراير 2013 المتضمن صلاحيات وتنظيم وطرق سير سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو؛
 - المرسوم رقم 019-2013 الصادر بتاريخ 18 فبراير 2013 المتضمن صلاحيات وتنظيم وطرق سير سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو؛
 - المرسوم رقم 157-2007 الصادر بتاريخ 6 سبتمبر 2007 المتعلق بمجلس الوزراء وبصلاحيات الوزير الأول والوزراء؛
 - المرسوم رقم 138-2024 الصادر بتاريخ 2 أغسطس 2024، القاضي بتعيين الوزير الأول؛
 - المرسوم رقم 139-2024 الصادر بتاريخ 5 أغسطس 2024، القاضي بتعيين الوزير الأمين العام لرئاسة الجمهورية؛
 - المرسوم رقم 143-2024 الصادر بتاريخ 6 أغسطس 2024، القاضي بتعيين أعضاء الحكومة؛
 - المرسوم رقم 222-2025 الصادر بتاريخ 19 سبتمبر 2025، القاضي بتعيين بعض أعضاء الحكومة؛
 - المرسوم رقم 073-2025 الصادر بتاريخ 01 إبريل 2025، القاضي بتعيين رئيس سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو؛
 - المرسوم رقم 235-2024 الصادر بتاريخ 12 دجبر 2024 المحدد لصلاحيات وزير الاقتصاد والمالية وتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
 - المرسوم رقم 180-2024 الصادر بتاريخ 30 سبتمبر 2024 المحدد لصلاحيات وزير المعادن والصناعة وتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
 - المرسوم رقم 160/2024 الصادر بتاريخ 22 أغسطس 2024، المتعلق بتناوب الوزراء؛
 - المرسوم رقم 192-2024 الصادر بتاريخ 7 أكتوبر 2024 المحدد لصلاحيات وزير الصيد والبنى التحتية البحرية والمينائية وتنظيم الإدارة المركزية لقطاعه؛
- وبعد استماع مجلس الوزراء؛ 19 نوفمبر 2025.

يرسم؛

الباب الأول: ترتيبات عامة

المادة الأولى: يهدف هذا المرسوم إلى تنظيم وسير عمل سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو، ويشار إليها فيما بعد بـ «السلطة»، وذلك تطبيقاً لأحكام المادة 3 من القانون رقم 030-2024 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024، الذي يلغي ويحل محل القانون رقم 001-2013 الصادر بتاريخ 2 يناير 2013، القاضي بإنشاء منطقة حرة في نواذيبو.

المادة 2: تُعتبر السلطة شخصاً اعتبارياً من أشخاص القانون العام، تتمتع بالاستقلالية الإدارية والمالية. وتخضع لوصاية رئاسة الجمهورية.

تمارس السلطة مهامها وفق الشروط المحددة في القانون المشار إليه أعلاه وفي هذا المرسوم.

المادة 3: يقع مقر السلطة في نواذيبو.

الباب الثاني: مهام السلطة

المادة 4: تكلف السلطة بإدارة وتسيير وترقية وتطوير ومراقبة المنطقة الحرة في نواذيبو. ولهذا الغرض، تقوم بما يلي:

- دراسة ومنح الاعتمادات المؤقتة والنهائية للمقاولات الراغبة في الاستقرار داخل المنطقة الحرة؛
- إبرام الاتفاقات المنصوص عليها في المادة 3 من القانون رقم 030-2024 مع المديرية العامة للضرائب والمديرية العامة للجمارك؛
- السهر على احترام المقاولات المعتمدة للالتزامات المنصوص عليها في القانون المنشئ لسلطة المنطقة الحرة بنواذيبو، وخصوصاً في المجالات الجبائية والبيعية والمحاسبية والاجتماعية؛
- الترويج للمنطقة الحرة لدى المستثمرين الوطنيين والأجانب؛
- ضمان التنسيق مع القطاعات الوزارية والمؤسسات العمومية والمجموعات الإقليمية المعنية، بما يضمن انسجام السياسات العمومية، وعند الاقتضاء، إبرام بروتوكولات لهذا الغرض؛
- إبرام بروتوكولات اتفاق مع القطاعات الوزارية المعنية بالإجراءات الإدارية الداخلة في نطاق الشباك الموحد لتنظيم وضعية العاملين فيه وتحديد صلاحياته.

المادة 5: تكلف سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو كذلك بـ:

- إنشاء وتسيير الشباك الموحد الذي يُعتبر المخاطب الرسمي للمقاولات المعتمدة فيما يتعلق بإنجاز الإجراءات الإدارية اللازمة لأنشطتها؛
- تهيئة مناطق الدعم المخصصة لاستضافة الخدمات اللوجستية والإدارية والاجتماعية والفنية الضرورية لحسن سير عمل المقاولات؛
- الترخيص، داخل مناطق الدعم، بمزاولة أنشطة سياحية وترفيهية، شريطة أن تكون خاضعة بصرامة لأحكام القوانين والنظم المعمول بها؛
- وضع وتنفيذ برامج التكوين وتحسين الخبرة والتدريب لفائدة العاملين في المنطقة الحرة.

المادة 6: تمارس السلطة صلاحيات الرقابة والتفتيش داخل محيط المنطقة الحرة.

ولهذا الغرض، يجوز لها:

- القيام بزيارات ميدانية، وعمليات رقابة فنية، وتحقيقات وتدقيقات بيئية أو جبائية؛
- جمع البيانات الضرورية لأداء مهامها؛
- إلزام المقاولات بتقديم تقرير سنوي عن الأنشطة، وفق الشروط المحددة بمداولة من لجنة الإدارة. ولا يجوز التذرع بالسراية المهنية في مواجهة السلطة أثناء ممارستها لهذه المهام.

المادة 7: تتحمل السلطة مسؤولية تنفيذ كافة الإجراءات المتعلقة بما يلي:

- دراسة ملفات طلبات الاعتماد؛
- التحقق من مصدر الأموال ونزاهة المستفيدين الفعليين بالتعاون مع وحدة التحريات المالية الموريتانية؛
- منح الاعتماد المؤقت وإفادة مقاوله مصدرة؛
- منح توسيع الاعتماد؛
- سحب الاعتماد في حالة الإخلال أو الغش.

تُنشأ لجنة فنية للاعتماد لهذا الغرض، وتُحدد تشكيلتها وسير عملها بموجب مداولة صادرة عن لجنة الإدارة.

المادة 8: تسهر السلطة على متابعة مدى احترام المقاولات المعتمدة للالتزامات المنصوص عليها في المواد من 9 إلى 14 من القانون رقم 030-2024 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024، وخاصة ما يلي:

- التأسيس في شكل شركة خاضعة للقانون الموريتاني؛
- مسك محاسبة خاصة بالأنشطة المعتمدة؛
- البدء الفعلي للأشغال خلال ستة (6) أشهر من تاريخ منح الاعتماد؛
- أداء الإتاوة السنوية المنصوص عليها في المادة 12 من القانون 030-2024 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024
- احترام المعايير البيئية والاجتماعية والجماعية.

الباب الثالث: تنظيم السلطة

المادة 9: يُعهد إلى المجلس الأعلى للتوجيه الاستراتيجي لسلطة المنطقة الحرة في نواذيبو بتحديد التوجيهات الاستراتيجية للمنطقة الحرة ومتابعة تنفيذها من طرف السلطة.

المادة 10: يتألف رئيس الجمهورية المجلس الأعلى للتوجيه الاستراتيجي، ويضم ستة (6) أعضاء على النحو التالي:

- الوزير المكلف بالشؤون الاقتصادية؛
- الوزير المكلف بالمالية؛
- الوزير المكلف بالاستصلاح الترابي؛
- مكلف بمهمة أو مستشار برئاسة الجمهورية يُعين بموجب مرسوم؛
- المدير العام لصندوق الإيداع والتنمية؛
- رئيس سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو

المادة 11: تدار السلطة بواسطة جهازين هما:

- لجنة الإدارة؛
- رئيس السلطة.

1- لجنة الإدارة

المادة 12: تُعد لجنة الإدارة الجهاز المداوم للسلطة. وتداول بوجه خاص حول:

- برنامج أنشطة السلطة؛
- التنظيم الداخلي والميزانية وتقارير الأنشطة والبيانات المالية؛
- سياسة التنمية متعددة السنوات؛
- كل مسألة استراتيجية تتعلق بتسيير أو تهيئة المنطقة الحرة؛
- النظام الأساسي ونظام التعويضات وتسيير عمال السلطة، وفقاً للتشريعات المعمول بها؛
- تحديد أسعار السلع والخدمات التي تقدمها السلطة؛
- القروض وتوظيف الأموال؛
- طرق تخصيص الممتلكات؛
- تفويت المنقولات أو العقارات، المادية أو المعنوية، وفقاً للتشريعات المعمول بها؛
- مراقبة صفقات السلطة؛
- تقديم المقترحات المتعلقة بالقضايا الداخلة في اختصاصها إلى المجلس الأعلى للتوجيه الاستراتيجي للموافقة عليها.

المادة 13: يرأس رئيس السلطة لجنة الإدارة. وتتألف، بالإضافة إلى رئيسها، من أعضاء يمثلون، بصفتهم، الإدارات العمومية والمجموعات الإقليمية ومنظمات القطاع الخاص، على النحو التالي:

- مستشار لدى الوزير الأول؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالداخلية؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالشؤون الاقتصادية؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالمالية؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالمعادن والصناعة؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالصيد؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالعقارات وأملاك الدولة والإصلاح العقاري؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالتجارة والسياحة؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالاستصلاح الترابي؛
- الأمين العام للوزارة المكلفة بالبيئة؛
- الأمين العام لصندوق الإيداع والتنمية؛
- ممثل عن بلدية نواذيبو؛
- ممثل عن الاتحاد الوطني لأرباب العمل الموريتانيين.

المادة 14: تُعد مهام عضوية لجنة الإدارة مجانية. غير أن أعضاء لجنة الإدارة يتقاضون بدل حضور تحدد قيمته بموجب قرار صادر عن لجنة الإدارة.

المادة 15: تعقد لجنة الإدارة دورة عادية واحدة على الأقل كل ثلاثة أشهر، بناءً على استدعاء من رئيسها. ويجوز لها أن تجتمع في دورة استثنائية بطلب من الرئيس أو من ثلثي أعضائها. تُوجه الاستدعاءات إلى أعضاء لجنة الإدارة قبل موعد الاجتماع بخمسة (5) أيام على الأقل. يتولى سكرتارية لجنة الإدارة سكرتير يُعينه رئيس اللجنة. يُعتبر النصاب القانوني متحققاً إذا حضر أغلبية الأعضاء. وفي حالة عدم اكتمال النصاب، يُثبت الرئيس انعدام النصاب ويُوجه استدعاءً جديداً لاجتماع يُعقد في أجل لا يتجاوز خمسة عشر (15) يوماً. وفي هذه الحالة، تكون مداورات اللجنة صحيحة إذا حضر ثلث أعضائها على الأقل.

المادة 16: تُتخذ مداورات لجنة الإدارة بأغلبية الأعضاء الحاضرين، وعند تساوي الأصوات يكون صوت الرئيس مرجحاً. تُحرر مداورات لجنة الإدارة في محضر جلسة يُوقع عليه من طرف الرئيس وعضوين من أعضاء لجنة الإدارة وسكرتير اللجنة، ويُسجل في سجل خاص يحتفظ به في مقر السلطة. يتضمن محضر كل اجتماع أسماء الأعضاء الحاضرين وكذلك أسماء جميع الأشخاص المدعويين بصفة استشارية. تُحال نسخة من المحضر إلى كل عضو من أعضاء اللجنة. ويُقرأ ويُعتمد المحضر في الجلسة الموالية للجنة الإدارة. تكون مداورات لجنة الإدارة نافذة فوراً، باستثناء تلك المتعلقة بالمسائل التي تتطلب موافقة المجلس الأعلى للتوجيه الاستراتيجي.

يجب أن يصدر قرار الموافقة في أجل أقصاه خمسة عشر (15) يوماً من تاريخ إيداع مداورات لجنة الإدارة لدى الجهة المختصة. وفي حال عدم صدور قرار وإبلاغه إلى رئيس لجنة الإدارة خلال هذا الأجل، تُعتبر مداورات لجنة الإدارة معتمدة ضمناً.

2- رئيس السلطة

المادة 17: يُعين رئيس سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو بموجب مرسوم صادر عن رئيس الجمهورية لمدة خمس (5) سنوات قابلة للتجديد. ويُختار الرئيس بالنظر إلى كفاءته المهنية ونزاهته الأخلاقية، ويتمتع برتبة وزير. رئيس السلطة مسؤول أمام المجلس الأعلى للتوجيه الاستراتيجي.

المادة 18: يتولى الرئيس الإدارة العامة والتنسيق الفني والإداري والمالي للسلطة، ويمثلها في جميع التصرفات المدنية. وفي حالة الاستعجال المبرر أو تعذر انعقاد لجنة الإدارة، يُخوّل لرئيس اللجنة اتخاذ جميع التدابير الضرورية لضمان السير الحسن للسلطة في إطار صلاحيات لجنة الإدارة، على أن يُقدّم تقريراً بذلك للجنة في اجتماعها اللاحق.

المادة 19: يتولى الرئيس إعداد وتقديم الخطط والمشاريع والتقارير إلى لجنة الإدارة، ويسهر على تنفيذ قراراتها. وله أن يتخذ جميع الإجراءات التحفظية اللازمة لضمان حسن سير عمل السلطة، على أن يعرضها على اللجنة في أول اجتماع لاحق.

المادة 20: يمارس رئيس السلطة، من أجل تنفيذ مهامه، السلطة الهرمية والسلطة التأديبية على جميع العاملين بالسلطة. ويُعين ويعزل الموظفين وفقاً للهيكل التنظيمي ولأحكام النظام الأساسي للموظفين. وله أن يفوض إلى العاملين الخاضعين لسلطته صلاحية توقيع بعض أو جميع الأعمال الإدارية.

المادة 21: يُساعد الرئيس في أداء مهامه أمين عام يُعين بموجب مرسوم صادر في مجلس الوزراء. يخضع الأمين العام لسلطة رئيس سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو، ويتولى تنسيق أعمال مصالحها.

الباب الرابع: الترتيبات المالية والمحاسبية

المادة 22: يجوز للسلطة إنشاء لجان متخصصة، منها على الخصوص لجنة إبرام الصفقات العمومية ولجنة المراقبة. وتحدد تشكيلة هذه اللجان وتنظيمها وطرق سير عملها بموجب نص تنظيمي.

المادة 23: تتألف الموارد المالية للسلطة من تلك المنصوص عليها في المادة 5 من القانون رقم 030-2024 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024 وتشمل على وجه الخصوص:

- الإتاوة السنوية التي تدفعها المقاولات المعتمدة، وفقاً لما هو محدد في القانون المنشئ لسلطة منطقة نواذيبو الحرة؛
- عائدات المعاملات العقارية والخدمات المقدمة؛
- إعانات الدولة، والهبات، والوصايا؛
- وأية موارد أخرى مشروعة.

المادة 24: رئيس السلطة هو الأمر بالصرف الرئيسي لميزانية السلطة، ويسهر على حسن تنفيذها. فهو يتعهد بالنفقات ويصفيها في إطار الميزانية المصادق عليها من طرف لجنة الإدارة، كما يتولى تسيير ممتلكات الهيئة. يمكن لرئيس السلطة أن يفوض هذه الصلاحية وفق الشروط المحددة بقرار داخلي.

المادة 25: تُمسك حسابات السلطة وفقاً لمبادئ المحاسبة المطبقة على الشركات التجارية، وتخضع لرقابة محكمة الحسابات، طبقاً للأحكام القانونية المعمول بها. وتحدد قواعد تنفيذ الميزانية من طرف لجنة الإدارة.

المادة 26: يُعدّ رئيس السلطة، قبل 31 مايو من كل سنة، تقريراً سنوياً عن أنشطة السلطة خلال السنة المنصرمة. ويوجه هذا التقرير إلى لجنة الإدارة والمجلس الأعلى للتوجيه الاستراتيجي.

المادة 27: تخضع سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو لوصاية رئاسة الجمهورية، التي تمارس رقابة مطابقة على أنشطتها. ويجوز للرئاسة، في أي وقت، أن تطلب من السلطة أي معلومات تراها مفيدة لأداء مهامها في إطار الوصاية.

الباب الخامس: ترتيبات انتقالية وختامية

المادة 28: يجب على جميع المقاولات الخاضعة لنظام القانون رقم 001-2013 الصادر بتاريخ 2 يناير 2013، أن تكيف مع الأحكام الجديدة خلال الآجال المنصوص عليها في المادة 34 من القانون رقم 030-2024 الصادر بتاريخ 8 يوليو 2024 وتتولى السلطة متابعة هذه المرحلة الانتقالية.

المادة 29: تلغى كافة الترتيبات السابقة المخالفة لهذا المرسوم، وخاصة ترتيبات المرسوم رقم 019-2013 الصادر بتاريخ 18 فبراير 2013 المتضمن صلاحيات وتنظيم وطرق سير عمل سلطة المنطقة الحرة في نواذيبو.

المادة 30: يكلف الوزراء، كل فيما يعنيه، تنفيذ هذا المرسوم الذي يُنشر في الجريدة الرسمية للجمهورية الإسلامية الموريتانية.

حرر في نواكشوط بتاريخ

12 DEC 2025

المختار ولد أجاي



وزير الشؤون الاقتصادية والتنمية
عبد الله سليمان الشيخ سيديا



الوزير الأمين العام لرئاسة الجمهورية
مولاي ولد محمد الأغظف



وزير المعادن والصناعة
اتيام تجاني



وزيرة البيئة والتنمية المستدامة
مسعودة بحام محمد لقظف



وزير الصيد والبنى التحتية البحرية والمينائية
المختار أحمد بوسيف



التوزيع

- | | | |
|---|----------------|---|
| 2 | و.ا.ع.د.ج | - |
| 2 | و.ا.ع.ح. | - |
| 2 | و.ش.ا.ت. | - |
| 2 | و.م.ص. | - |
| 2 | و.م.ص.ا.ت.ب.م. | - |
| 2 | م.ح.ن. | - |
| 2 | م.ع.ت.ن.ح.د. | - |
| 2 | م.ع.د. | - |
| 2 | و.و. | - |
| 2 | ج.و. | - |